

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télec. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

**RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE
PRÉSENTÉ AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
Ottawa, Ontario
Du 17 au 19 septembre, 2024**

Consœurs, confrères et amis,

Cet été, notre syndicat s'est concentré sur le développement interne, la planification stratégique et les moyens à prendre pour que les sections locales et les membres soient bien soutenus et préparés à relever les nombreux défis qui les attendent. Parmi nos leaders et nos membres, beaucoup se préparent à une saison d'activité intense avec des rondes de négociations stratégiques et des campagnes qui seront extrêmement conséquentes. Comme toujours, le SCFP les appuiera de toutes les manières possibles.

D'importantes luttes sont aussi à prévoir dans l'arène politique au cours des prochains mois. Notre rôle en tant que syndicat national qui a toujours été fier de ses convictions et de son travail politique est d'aider à faire élire des gouvernements progressistes. Notre organisation, notre personnel, nos leaders et nos membres peuvent et doivent influencer les orientations que nous prenons collectivement dans le domaine politique en contribuant à faire élire des leaders qui partagent nos valeurs, respectent nos membres et les services publics qu'elles et ils fournissent chaque jour et sont prêts à s'engager dans un véritable dialogue sur des politiques ambitieuses, audacieuses et progressistes.

Essentiellement, notre mission consiste à habiliter nos membres à comprendre et à exercer pleinement leur pouvoir d'action politique. Cette habilitation est évidente dans les milieux de travail, où l'action politique mène à de solides conventions collectives, et sur la scène politique, où nos membres sont à même de promouvoir des changements importants pour eux-mêmes et leur collectivité lorsqu'ils prennent conscience du pouvoir qu'ils ont. C'est toujours un privilège d'être à leurs côtés et d'appuyer leurs ambitions.

MARK HANCOCK

National President/Président national

CANDACE RENNICK

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

PATRICK GLOUTNEY, FRED HAHN, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Sommet sur les négociations en Alberta

Les 21 et 22 juin, j'ai rencontré nos membres et nos leaders de l'Alberta, réunis à Calgary pour le Sommet sur les négociations « Waging Ahead ». Le gouvernement albertain adore se vanter que l'Alberta est la province la plus riche au Canada. Pourtant, ce même gouvernement ne peut pas offrir un salaire décent aux travailleuses et travailleurs de première ligne qui fournissent des soins et un soutien à certains des membres les plus vulnérables de notre société. Les travailleuses et les travailleurs en ont assez de l'exploitation incessante et ils résistent. Nous savons que lorsque les sections locales s'organisent, se mobilisent, s'unissent et coordonnent leurs demandes, nous devenons une force formidable et invincible. Je ne doute pas un instant que nous remporterons d'importantes victoires en Alberta au cours des mois et des années qui viennent et inspirerons toujours plus de travailleuses et de travailleurs à se défendre et exiger mieux.

Manifestation du CSHO

Le 10 juillet, j'étais aux côtés des travailleuses et travailleurs du secteur de la santé et de leurs leaders syndicaux du Conseil des syndicats des hôpitaux de l'Ontario pour protester contre les efforts de privatisation du système de santé de la province. Comme d'autres gouvernements conservateurs, l'administration Ford a systématiquement sous-financé les soins de santé publics. Maintenant, il exploite la très réelle crise qu'il a créée pour privatiser encore davantage l'un de nos services publics les plus essentiels. La privatisation et la recherche du profit entraînent une augmentation des coûts, l'allongement des temps d'attente, une baisse des résultats, de terribles conditions de travail pour le personnel soignant essentiel et des pénuries de personnel chroniques. Doug Ford peut s'attendre à ce que le SCFP et le CSHO fassent tout en leur pouvoir pour renverser cette tendance.

Manifestation de la Coalition canadienne de la santé

Le 16 juillet, j'ai eu l'honneur de prendre la parole à un rassemblement de la Coalition canadienne de la santé à Halifax. Le rassemblement, qui coïncidait avec la rencontre des premiers ministres du Canada à Halifax, visait à mettre en lumière les effets de la négligence des gouvernements sur notre système de santé public. Chaque jour, un quart de million de membres du SCFP fournissent des services de santé partout au pays et la population canadienne compte sur leur savoir-faire, leur compassion et leur dévouement. Nos membres sont les témoins directs des répercussions de la négligence délibérée des gouvernements. Il est plus que temps que les premiers ministres provinciaux et fédéral écoutent les travailleuses et travailleurs de la santé et l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens qui demandent un investissement soutenu dans les soins publics. Ce n'est qu'avec un tel engagement que nous pourrions nous assurer d'avoir accès au système de santé public dont nous avons besoins et que nous méritons.

Petit-déjeuner sur les soins de santé publics avec les premiers ministres du Canada

Le 16 juillet, j'ai pris part à un petit-déjeuner organisé par la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers (FCSII), dans le cadre de la réunion du Conseil de la Fédération à Halifax. Onze premiers ministres étaient présents. L'événement comprenait un panel réunissant Dre Jane Philpott, ancienne ministre fédérale de la santé, le Dr Samir Sinha, expert en soins de longue durée, et Santana Weatherby, infirmière praticienne en Nouvelle-Écosse. Lors de cet événement, la FCSII et les autres syndicats présents ont pressé les premiers ministres de collaborer avec le gouvernement fédéral pour soutenir le système de santé en améliorant l'accès aux soins à chaque étape de la vie. Les principales revendications portaient sur l'application de normes obligatoires en matière de soins de longue durée, l'application de ratios travailleurs de la santé/patients pour remédier aux charges de travail insoutenables et améliorer les soins, l'accès aux soins de première ligne et la collaboration à une approche pancanadienne de collecte de données sur la main-d'œuvre du secteur de la santé afin d'assurer la rétention et la stabilité du système public.

BBQ du Conseil provincial des affaires sociales

Le 18 juillet, j'ai eu le plaisir de me joindre à la section locale 2881 et aux leaders du SCFP-Québec et du Conseil provincial des affaires sociales à l'Hôpital Lakeshore de Montréal pour participer à leur BBQ estival. Sous un ciel ensoleillé, j'ai eu le privilège de remercier nos membres du secteur de la santé pour les soins et le soutien qu'ils et elles offrent quotidiennement à leurs patients. Dans la foulée de l'adoption de la *Loi 15* par le gouvernement caquiste, les sections locales du SCFP dans le secteur des affaires sociales du Québec se préparent à des votes de représentation sans précédent qui pourraient se tenir dès l'an prochain. Ces votes auront des répercussions sur les soins de santé et les services sociaux en consolidant plus de 130 unités de négociation en seulement six. Malgré l'important travail qui nous attend, l'enthousiasme que j'ai pu constater le 18 juillet me laisse croire que les travailleuses et les travailleurs du secteur des affaires sociales choisiront le SCFP.

Lac-à-l'épaule du Conseil exécutif du SCFP-Manitoba

Le 20 août, j'ai eu le plaisir de me joindre au lac-à-l'épaule annuel du Conseil exécutif du SCFP-Manitoba. Nous avons exploré certains projets importants du SCFP, dont notre travail sur l'équité en matière d'emploi et les progrès réalisés grâce à notre programme sur un milieu syndical sécuritaire qui vise à contrer le harcèlement sexuel et fondé sur le genre. La rencontre a aussi permis d'examiner la santé financière de notre syndicat et sa capacité à appuyer les efforts ambitieux des membres en matière de négociations collectives, à financer plus de campagnes grâce à notre Caisse nationale de défense et à tirer profit de notre force collective pour promouvoir l'élection de gouvernements progressistes partout au Canada. Je tiens à remercier Gina McKay, Carmen Préfontaine, la toute nouvelle vice-présidente régionale du SCFP, et tous les membres du Conseil exécutif du SCFP-Manitoba pour l'invitation et les discussions intéressantes.

Fête du travail

Le jour de la fête du Travail, j'ai participé au pique-nique organisé par le Conseil régional du travail de Durham dans la communauté où j'habite. Ce fut une excellente occasion d'établir des liens avec les membres et les partenaires communautaires tout en regardant les enfants s'amuser avec des jeux, du maquillage des ballons et de la crème glacée.

Réunion des personnes conseillères à l'organisation

Le 10 septembre, j'ai eu l'occasion de rencontrer les membres de notre personnel qui travaillent au Service de l'organisation. Au cours de la réunion, j'ai pu écouter leurs rapports détaillés sur les campagnes de recrutement et les votes de représentation en cours à travers le pays. Ces discussions ont mis en lumière les efforts de nos équipes et les défis auxquels elles sont confrontées alors qu'elles travaillent sans relâche pour construire la solidarité et renforcer la voix des travailleuses et travailleurs dans tout le pays.

Ligne de piquetage de la section locale 2361 – London

Le 13 septembre, je me suis jointe aux membres de la section locale 2361 de l'Université Western dans la ville de London pour la deuxième semaine de leur grève. Comme beaucoup de nos membres, les membres de la section locale 2361 sont aux prises avec des salaires trop bas et des charges de travail démesurées. La crise de rétention du personnel touche les travailleuses et travailleurs du secteur public dans tout le pays, et à Western, cela signifie que les installations sur le campus se détériorent. Les membres du SCFP sont fiers de leur travail et je connais la frustration qu'ils ressentent lorsque leurs conditions de travail ne leur permettent pas d'offrir le travail de qualité dont ils sont capables. Nous avons organisé un rassemblement, invité des camions de bouffe de rue et fait un don.

Manifestation pour les soins de santé en Alberta

Le 14 septembre, j'avais prévu de me tenir aux côtés de nos membres à Calgary pour une journée d'action sur les soins de santé. Malheureusement, après m'être rendue à l'aéroport, des retards de vol m'ont contrainte à annuler ma participation. L'événement était organisé par le Comité des soins de santé du SCFP de l'Alberta et les membres de la section locale 8 du SCFP. Les photos et les rapports de l'événement font état de rassemblements très réussis à Calgary et à Edmonton. Félicitations à Kelly Spence, présidente de la section locale 8 du SCFP, et à Rory Gill, président du SCFP-Alberta. Les soins de santé publics sont un droit qui doit être protégé pour tous.

Un milieu syndical sécuritaire – Nouveau bureau

Même s'il a fallu un peu plus de temps que prévu, je suis enchantée d'accueillir Sarah Scanlon à titre de nouvelle personne directrice du Bureau de prévention et de soutien en matière de harcèlement sexuel et fondé sur le genre. Sarah jouera un rôle critique dans la formation d'une équipe dédiée au soutien et à la collaboration avec

les membres ayant vécu du harcèlement et de la violence dans nos milieux syndicaux. Je suis vraiment enthousiasmée par les mesures décisives que nous prenons pour réagir à ces problèmes qui sont profondément enracinés, systémiques et souvent cachés. Notre syndicat profitera sans aucun doute de ce travail crucial et je me joins à Mark pour souhaiter la bienvenue et la meilleure des chances à Sarah dans cette importante mission.

Bienvenue à Jasen Murphy - Directeur général des finances et de l'administration

J'ai le plaisir de vous annoncer que notre nouveau directeur général des finances et de l'administration a commencé à travailler avec le SCFP. Jasen nous vient du CTC et remplacera Tammy Griffin qui prendra sa retraite en décembre. Fort de ses nombreuses années d'expérience au CTC, je suis convaincue que Jasen apportera les compétences, l'expertise et le dévouement nécessaires pour diriger la Direction des finances et de l'administration.

Évaluation des Règlements de la Caisse nationale de grève

Le sous-comité du CEN chargé de réviser les Règlements de la Caisse nationale de grève s'est réuni et a élaboré des recommandations qui seront présentées au CEN pour approbation lors de sa réunion de septembre. Je tiens à remercier le sous-comité, le personnel des finances et les adjointes exécutives du Bureau de la trésorerie nationale pour leur soutien tout au long de ce processus.

Négociations collectives avec Unifor 2013

Les 3 et 4 juillet, ainsi que les 27 et 28 août, nous avons rencontré les représentantes et représentants d'Unifor 2013 pour échanger des propositions de renouvellement de la convention collective entre le SCFP et les personnes conseillères syndicales du Québec. Nous en sommes toujours aux premières étapes du processus, et la négociation d'une nouvelle convention collective pour ces membres du personnel au Québec sera sans doute une priorité pour les mois à venir.

Fonds national d'aide aux sinistrés

Un hiver chaud et sec et un été qui a fracassé des records de chaleur ont créé les conditions idéales pour une autre saison de feux de forêt catastrophiques. À la fin de juillet, nous regardions avec angoisse les nouvelles sur Jasper, en Alberta, qui annonçaient un ordre d'évacuation pour les résidents alors que les flammes avançaient rapidement. Nos membres des sections locales 1458 et 1357 ont été très affectés, certains ayant perdu leur maison et leur milieu de travail. Le désespoir et l'incertitude causés par cette situation dévastatrice invitent à un élan de solidarité et de soutien, une générosité à laquelle le SCFP est habitué. Dans la foulée de cette tragédie, nous avons rapidement réinstauré notre Fonds national d'aide aux sinistrés et incité tous les organismes à charte à contribuer. Nous continuons à recevoir des dons et ceux-ci serviront à appuyer Jasper et d'autres collectivités qui ont subi les conséquences de feux de forêt ou d'autres désastres naturels liés aux changements climatiques.

À ce jour, nous avons reçu des dons totalisant 63 015 \$ de 42 sections locales, divisions et individus.

Une motion sera présentée au CEN lors de sa réunion du mois de septembre afin d'approuver une contribution de 100 000 \$ du SCFP au Fonds national d'aide aux sinistrés.

CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS

L'été a été productif. Nous avons organisé plusieurs rencontres, dont celles des comités nationaux, des services nationaux, ainsi que les réunions des personnes directrices régionales. Nous nous préparons également à trois événements majeurs qui auront lieu à l'automne et au printemps.

Conférence du Conseil des secteurs

La planification de notre conférence du Conseil des secteurs de 2024, qui aura lieu du 7 au 10 octobre au Centre des congrès RBC de Winnipeg, au Manitoba, avance bien. Les inscriptions à la conférence sont ouvertes depuis le mardi 25 juin et se termineront le 20 septembre. Au moment de la rédaction du rapport, 717 personnes déléguées provenant de 212 sections locales étaient inscrites à la conférence.

Conférence finances sen\$ées

L'équipe du Bureau de la trésorerie nationale prépare aussi la Conférence finances sen\$ées qui aura lieu du 27 au 30 octobre 2024, au Centre des congrès de Halifax. Cette conférence de trois jours est organisée avec l'appui des présidentes et présidents des divisions dans les régions de l'Atlantique et des Maritimes. L'événement présentera des conférencières et conférenciers invités et des ateliers dynamiques qui permettront aux personnes trésorières et aux syndicats d'acquérir les connaissances et les compétences requises pour prendre des décisions financières éclairées. Au moment de la rédaction du rapport, 94 personnes déléguées provenant de 48 sections locales étaient inscrites à la conférence.

Conférence du printemps 2025 et conférence des jeunes travailleuses et travailleurs

La planification est aussi en cours pour notre conférence « Bâtir des sections locales fortes » en 2025. Celle-ci est prévue du 4 au 7 mars 2025, au Palais des congrès de Montréal. Immédiatement avant la conférence, les 3 et 4 mars, nous organisons aussi une conférence des jeunes travailleuses et travailleurs, tel qu'approuvé lors du Congrès national de 2023.

COMPTE-RENDU SUR LES EFFETS DU CONGRÈS DE 2023 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE CLIMAT

Le SCFP a retenu les services de Carbonzero pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre (GES) au congrès national de 2023 tenu à Québec. C'était la septième fois que le SCFP évaluait les émissions produites par un congrès national et la sixième fois que Carbonzero fournissait une évaluation exhaustive du congrès. Le processus identifie les sources de pollution par le carbone liées à la tenue de notre congrès national, compense ces émissions par des investissements dans des organisations et des projets environnementaux et cherche des façons de réduire les émissions pour les congrès et événements nationaux à venir dans le but de limiter leurs effets nocifs sur le climat.

Avec le retour à un congrès en personne, les émissions de carbone du SCFP sont revenues à un niveau élevé, ce qui est incompatible avec nos objectifs de réduction d'émissions précisés dans notre Politique nationale sur l'environnement.

La Politique nationale sur l'environnement révisée du SCFP engage le syndicat à prendre des mesures plus ambitieuses pour réduire son empreinte carbone et diminuer ses émissions en tant qu'organisation.

Résumé des résultats

Les principaux résultats de la quantification des émissions de gaz à effet de serre générées par le congrès national tenu du 23 au 27 octobre 2023 sont résumés ci-dessous.

- En 2023, notre congrès national a émis un total de 1 737,65 tonnes d'équivalent carbone de pollution comparativement à 57,91 tonnes en 2021, lorsque notre congrès a eu lieu virtuellement à cause de la pandémie de COVID-19, et à 1 746,88 tonnes en 2019.
- Les déplacements en avion sont de loin ceux qui polluent le plus. En effet, 93,7 % de toutes les émissions du congrès découlent des vols aller-retour pour l'événement, ce qui a donné un total de 1 575,96 tonnes d'équivalent carbone de pollution pour ce moyen de transport. En comparaison, les personnes participantes qui ont voyagé en train ont émis 47,77 tonnes d'équivalent carbone de pollution, ce qui équivaut à 0,027 % de toute la pollution causée par le congrès.
- Pour la première fois, Carbonzero a évalué la pollution causée par les séjours à l'hôtel : 95,23 tonnes d'équivalent carbone de pollution ont été générées par les séjours à l'hôtel (énergie associée à ces séjours), ce qui représente 0,04 % de toute la pollution causée par le congrès.
- Les données sur l'énergie utilisée et les déchets produits sur les lieux du congrès ont aussi été recueillies. Leur impact global est très faible puisque 0,009 % de la pollution générée par l'événement provenait de ces sources.

Les paiements compensatoires de 65 \$ par tonne iront directement à des organisations qui collaborent avec le SCFP à des enjeux environnementaux ou à des organisations dont le travail correspond aux priorités environnementales du SCFP. Cette année, 112 947,25 \$ seront distribués parmi les organisations suivantes : Economy Network, Réseau action climat, Nature Québec, Lake Winnipeg Foundation et Coastal Action Centre.

ÉTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2024

CAISSE GÉNÉRALE

État de la situation financière

Actif : L'actif total de la Caisse générale au 30 juin 2024 était de 418,2 millions de dollars, par rapport à 402 millions de dollars au 31 décembre 2023 et à 374 millions de dollars au 30 juin 2023.

Le solde bancaire au 30 juin 2024 était de 9,5 millions de dollars, en baisse de 5,4 millions de dollars par rapport au solde du 31 décembre 2023. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités internes destinées au congrès de 2025, aux prestations de retraite, au financement des avantages sociaux futurs, à l'entretien des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Passif : Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 344,6 millions de dollars au 30 juin 2024, par rapport à 333,4 millions de dollars au 31 décembre 2023 et à 327,5 millions de dollars au 30 juin 2023.

Passif de capitalisation des avantages sociaux futurs : Au 31 décembre 2023, le SCFP avait inscrit tout le passif de 269,0 millions de dollars sur le bilan et avait atteint l'objectif de la feuille de route des avantages sociaux futurs établie en 2005. Depuis, nous avons continué à inscrire les dépenses conformément au budget pour la première moitié de 2024. Au 30 juin 2024, le passif inscrit pour les avantages sociaux futurs s'établissait à 281,6 millions de dollars.

Depuis la création de la feuille de route en 2005, nous avons augmenté le montant de la dépense annuelle pour la provision générale des avantages sociaux futurs de 900 000 \$ chaque année. Dans le budget de 2023, nous avons réduit l'augmentation à 750 000 \$ et, en 2024, pour la toute première fois, nous avons réduit la provision générale de 2 millions de dollars. Nous entreprendrons un examen plus exhaustif de ce poste budgétaire lorsque nous préparerons le budget de 2025.

Solde de la Caisse : Le solde de la Caisse au 30 juin 2024 se situe à 73,6 millions de dollars, dont un total de 3,8 millions de dollars est réservé comme suit : 1,4 million de dollars à la Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales et 2,4 millions de dollars au Fonds pour les édifices régionaux. Avec le reste, nous avons investi 74,8 millions de dollars dans les immobilisations, ce qui laisse un solde sans restriction négatif de 5,0 millions de dollars.

En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

État des résultats

Le surplus d'exploitation pour le cumul de l'année s'élève à 4,7 millions de dollars.

Revenu : Le revenu total s'élevait à 148 millions de dollars comparativement à un budget de 134,5 millions de dollars. La capitation et les droits d'adhésion comptaient pour 137 millions de dollars du revenu total et étaient supérieurs au budget de 4,6 millions de dollars. Les intérêts et les gains non réalisés comptaient pour 10,6 millions de dollars du revenu total.

Dépenses : Les dépenses s'élevaient à 143,3 millions de dollars et étaient supérieures au budget de 6,3 millions de dollars.

Les salaires sont inférieurs au budget de 476 000 \$, les avantages sociaux courants sont supérieurs au budget de 574 000 \$ et les avantages sociaux futurs, excluant la provision pour ajouter les gains et pertes de placements au passif, sont supérieurs au budget de 178 000 \$. Les salaires des directeurs et des conseillers sont presque conformes au budget et ceux du personnel administratif et technique sont supérieurs au budget de 1,7 % (127 000 \$). Les salaires du personnel de bureau sont presque conformes au budget. Le coût du remplacement pour les vacances est inférieur au budget de 51 % (551 000 \$).

Dépenses d'exploitation

Voici quelques-uns des postes les plus importants pour les dépenses d'exploitation au 30 juin 2024 :

1. En général, le coût des programmes des directions nationales est **inférieur** au budget de 1 416 00 \$, ce qui est dû en grande partie au moment où les dépenses ont été engagées.
2. Les dépenses liées à l'orientation stratégique sont **inférieures** au budget de 747 000 \$ jusqu'à maintenant dans l'année.
3. Les dépenses électorales sont **supérieures** au budget de 1,2 million de dollars compte tenu d'une cotisation de 1,5 million de dollars versée au CTC pour une campagne indépendante concernant Poilievre qui n'avait pas été prévue au budget.
4. Les frais de déplacements pour affaires sont **supérieurs** au budget de 1,4 million de dollars. Nous pensons qu'il s'agit d'une différence due au moment de l'année, puisqu'il y a plus de déplacements au cours des deux premiers trimestres que pendant le reste de l'année. Ce budget a été augmenté d'un peu moins de 2 millions de dollars en 2024 et nous pensons que nous pourrions respecter le budget général pour l'année.

CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE

État de la situation financière

Actif : Au 30 juin 2024, l'actif total s'élevait à 38,0 millions de dollars, par rapport à 36,4 millions de dollars au 31 décembre 2023 et à 29,7 millions de dollars au 30 juin 2023. Le solde au 30 juin 2024 était de 4,5 millions de dollars, en baisse de 774 000 \$ par rapport au 31 décembre 2023 et en hausse de 2 millions de dollars par rapport au 30 juin 2023. En outre, au 30 juin 2024, nous avons des placements totalisant 29,1 millions de dollars aux livres, une hausse de 3,4 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2023. Enfin, nous devons 1,8 million de dollars à la Caisse générale au 30 juin 2024 relativement au transfert d'excédent qui a été effectué à la fin de 2023.

Passif : Au 30 juin 2024, notre passif total s'élevait à 17,0 millions de dollars. Celui-ci consistait en des comptes créditeurs et des charges à payer de 1,9 millions de dollars par rapport à 2,2 millions de dollars au 31 décembre 2023 et à 469 000 \$ au 30 juin 2023. Nous avons aussi un passif de 15,2 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, une hausse de 2,1 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2023.

Solde de la Caisse : Au 30 juin 2024, le solde de la Caisse s'établissait à 21,0 millions de dollars, en baisse de 135 000 \$ par rapport au 31 décembre 2023.

État des résultats

Au 30 juin 2024, la Caisse affichait un déficit d'exploitation de 14 000 \$. Lorsque les pertes non réalisées sont prises en compte, le déficit d'exploitation totalise 135 000\$.

Il est à noter que le Conseil exécutif national a approuvé un déficit budgétaire global de 3 129 000 \$ pour l'exercice. Cette mesure a été prise pour dépenser une partie du surplus qui s'accumule dans la Caisse de défense depuis quelques années en améliorant la capacité de dotation en personnel temporaire et en augmentant les ressources consacrées aux campagnes en 2024. Ce déficit n'est pas dû au fait que nous dépensons plus que ce que nous avons. En effet, le Conseil exécutif national a fait le choix délibéré de baisser le surplus de la Caisse dans le cadre d'un plan pluriannuel et dans ces circonstances, ce déficit était entièrement prévu.

Revenu : Le revenu total de la Caisse pour la première moitié de 2024 s'élevait à 8,7 millions de dollars. La capitation allouée à la Caisse au 30 juin 2024 était de 8,1 millions de dollars et les placements ont produit des intérêts de 610 000 \$.

Dépenses: Le total des dépenses de la Caisse s'est élevé à 8,8 millions de dollars, répartis comme suit :

Campagnes à frais partagés : 4 492 395 \$ ont été approuvés par le Conseil exécutif national pour les campagnes à frais partagés avec un budget annuel de 5,5 millions de dollars. Des fonds inutilisés pour une valeur de 1,3 million de dollars ont été récupérés des campagnes des années précédentes qui se sont terminées pendant le trimestre.

Grandes campagnes de recrutement : Les dépenses pour la première moitié de 2024 se sont élevées à 2 millions de dollars pour un budget annuel de 5 millions de dollars.

Initiatives nationales en matière de stratégie : Les dépenses pour la première moitié de 2024 se sont élevées à 1 million de dollars pour un budget annuel de 2,7 millions de dollars.

Initiatives régionales en matière de stratégie : Les dépenses pour la première moitié de 2024 se sont élevées à 737,000 \$ pour un budget annuel de 4,08 millions de dollars.

Postes temporaires de personnes conseillères syndicales : Il s'agit d'un nouveau tableau pour 2024 pour rendre compte du coût d'un poste de personne conseillère syndicale temporaire par région qui a été inclus dans le budget 2024. Les dépenses réelles pour la première moitié de 2024 s'élevaient à 441 000 \$ pour un budget annuel de 1,7 million de dollars.

CAISSE NATIONALE DE GRÈVE

État de la situation financière

Actif : L'actif total de la Caisse de grève au 30 juin 2024 s'élevait à 127,7 millions de dollars, en légère hausse par rapport à 127,0 millions de dollars au 31 décembre 2023. Cet actif était composé de 12,3 millions de dollars en liquidités, de 2,7 millions de dollars en capitation à recevoir et de 112,5 millions de dollars en placements.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 2 millions de dollars par rapport à 2,5 millions de dollars au 31 décembre 2023.

Solde de la Caisse : Au 30 juin 2024, le solde de la Caisse s'établissait à 125,7 millions de dollars, comparativement à 124,6 millions de dollars au 31 décembre 2023.

États des résultats

Au 30 juin 2024, la Caisse affichait un surplus d'exploitation de 1,7 million de dollars et des pertes non réalisées de 589 000 \$, ce qui donne un surplus net de 1,1 million de dollars.

Revenu : Le revenu total, incluant les revenus de placement réalisés, était de 10,6 millions de dollars.

Dépenses : Le total des dépenses au 30 juin 2024 s'élevait à 8,9 millions de dollars, répartis comme suit :

Dépenses consacrées aux grèves :	6 710 614 \$
Dépenses pour éviter une grève :	1 331 764 \$
Frais juridiques et d'arbitrage :	391 925 \$
Droit de négociation et contestations judiciaires :	500 000 \$

GRÈVES ET LOCK-OUTS AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2024

Les membres du SCFP exigent plus et mieux partout au pays. Au cours du deuxième trimestre, les sections locales suivantes ont été en grève ou en lock-out :

Section locale 2614 (QC) – Société des Arrimeurs du Québec (lock-out)

Section locale 2815 (QC) – Vidéotron (lock-out)

Section locale 306 (QC) – Ville de Longueuil

Section locale 2804 (QC) – Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac

Section locale 1638 (QC) – Québec

Section locale 1490 (ON) – Ville de Black River-Matheson

Section locale 3903 (ON) – Université York.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS POUR LE TRIMESTRE EN COURS (T3)

Au moment de la rédaction du présent rapport, les sections locales suivantes avaient été en grève ou en lock-out pendant le trimestre en cours :

Section locale 2614 (QC) – Société des Arrimeurs de Québec, 81 membres en lock-out depuis le 15 septembre 2022.

Section locale 2815 (QC) – Vidéotron, 214 membres en lock-out depuis le 30 octobre 2023.

Section locale 1638 (QC) – Québec, 1 350 cols bleus en grève du 21 au 23 juin, du 10 au 15 juillet, et les 12 et 13 septembre.

Section locale 5499 (QC) – Office de l'habitation de Longueuil, 33 cols blancs en grève du 8 au 10 juillet.

Section locale 2566 (QC) – Ville de Saint-Constant, 110 cols blancs et cols bleus en grève les 18 et 19 juillet.

Section locale 2361 (ON) – Université Western, 340 membres du personnel de soutien en grève depuis le 30 août.

Section locale 3434 (QC) – Société des transports de Sherbrooke, 170 membres en grève du 9 au 11 septembre.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en juin 2024, le total de la capitation en retard était de 11 309 327 \$, soit une hausse de 3 187 289 \$ ou 39,24 % par rapport au trimestre terminé en mars 2024. Le total des arrérages a augmenté de 35,12 % par rapport à juin 2023. En général, l'arrérage par membre s'élève à 15,26 \$, soit une hausse par rapport à 11,59 \$ en juin 2023. L'arrérage par membre est calculé sur la base d'une moyenne sur douze mois de 741 254 membres au 31 décembre 2023.

RAPPORT SUR L'INFORMATIQUE

Améliorations apportées au Système de gestion des relations avec les membres (SGRM)

L'équipe de développement informatique se concentre toujours sur l'amélioration des modules SGRM, incluant le module de gestion des événements (GE) pour la gestion des conférences, le module du congrès national du SCFP, le module de l'éducation (ED) pour la gestion des ateliers offerts par le SCFP et le module d'information sur les sections locales (ISL).

Les dernières améliorations apportées au module d'ISL incluent la conception et la création de nouvelles capacités de production de rapports, y compris les rapports analytiques. Ces améliorations devraient être en œuvre au premier trimestre de 2025.

Une nouvelle application JustPay entre maintenant dans sa phase d'essai. Cette application aide les personnes conseillères en évaluation des emplois à créer et à mettre à l'essai divers scénarios de pondération, de tranche de points et d'établissement des coûts pour l'évaluation des emplois. La nouvelle application devrait être mise en œuvre au quatrième trimestre de 2024.

L'équipe de développement informatique travaille en collaboration avec le sous-comité du CEN sur les Règlements de la Caisse nationale de grève sur le développement de formulaires électroniques et avec le Service des affaires juridiques sur une nouvelle solution de gestion des dossiers.

Remplacement du système comptable (Dynamics SL)

Nous passons à un nouveau système appelé Dynamics 365 Finances et opération (FO). Le projet Dynamics 365 F&O avance bien et sa mise en place est prévue pour décembre 2024.

Remplacement du système de capitation (qui sera rebaptisé Système de versement des sections locales ou SVSL)

Une portion du système de capitation chevauche le système comptable et, puisque le remplacement de ce système comptable est en cours, nous en profiterons pour assurer une intégration plus automatisée entre le nouveau SVSL et le nouveau système de comptabilité FO. Le projet du nouveau SVSL avance bien et sa mise en œuvre, avec le nouveau système de comptabilité, est prévue pour décembre 2024.

Avanti

L'amélioration d'Avanti RH pour saisir les données d'auto-identification des employées et employés en matière de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) est maintenant entièrement fonctionnelle.

La fonctionnalité, qui permet d'accéder aux politiques du SCFP et d'en indiquer l'acceptation grâce au libre-service d'Avanti, a fait l'objet d'une démonstration à l'équipe des RH. L'équipe de l'informatique attend les commentaires des RH.

L'équipe du Régime de retraite a déterminé que plusieurs mises à jour du système étaient nécessaires pour le module du Régime de retraite afin d'améliorer les activités quotidiennes. Ces mises à jour demandées sont maintenant prêtes pour une discussion avec le fournisseur du système des RH.

Solution de gestion de l'information (GI) – DocsSCFP

La mise en œuvre du nouveau système DocsSCFP a commencé dans les régions, le point de départ étant la région des Maritimes. L'équipe DocsSCFP collabore étroitement avec tout le personnel de la région.

Le rôle de la personne responsable de l'information (RI) a aussi été réactivé pour la région des Maritimes afin d'appuyer le démarrage de DocsSCFP et l'équipe a travaillé à soutenir le personnel des Maritimes, notamment par divers projets de nettoyage.

Enfin, l'équipe de DocsSCFP améliore continuellement la conception de la solution pour l'information régionale, ce qui permet de préparer des formations adaptées répondant aux besoins uniques de chaque région, tout en maintenant l'uniformisation dans les régions dans la mesure du possible.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Nous avons le très grand plaisir d'annoncer l'arrivée de Katie Billingsley au poste d'agente administrative dans notre équipe de gestion des propriétés. Katie sera responsable de la prestation des services de gestion des propriétés pour une portion de notre portefeuille. La vaste expérience de Katie en immobilier sera un ajout de qualité à notre équipe de gestion des propriétés ainsi qu'au SCFP en général.

Pendant ce troisième trimestre de l'année, nous avons négocié les modalités du renouvellement d'un contrat national avec Black & McDonald, qui s'occupe de l'entretien et des réparations de tout notre équipement mécanique, ainsi qu'avec Teknion, qui assure l'ameublement de tous nos bureaux.

Quant aux baux, nous avons négocié une entente de renouvellement et d'agrandissement à St. John's, ainsi qu'une entente de renouvellement à Pembroke. Nous travaillons présentement sur divers dossiers de location pour les bureaux de Sydney, Corner Brook, Timmins, Peterborough, Thunder Bay et Prince George.

Nous avons des projets d'amélioration locative en cours à Sudbury, New Glasgow, Regina, Edmonton, Lethbridge et Kitchener. Nous avons aussi commencé des analyses préliminaires des besoins pour la rénovation complète du bureau régional du Québec.

Nous nous penchons sur les dépenses en immobilisations dans plusieurs de nos propriétés, notamment une mise à niveau majeure du système CVC au bureau régional de la Colombie-Britannique, des rénovations au bureau de Comox, l'installation de chargeurs de véhicules électriques au bureau régional de l'Ontario et de nombreuses mises à niveau des systèmes de bâtiments et de sécurité de nos édifices.

ADMINISTRATION DES RETRAITES

Les relevés annuels de 2023 ont été postés à la fin de juin aux participantes et participants actifs, à la retraite et ayant droit à une rente différée. À des fins d'estimation des prestations de retraite, les participantes et participants actifs ont aussi accès à leurs relevés annuels actuels et passés en consultant le site Web du Régime à www.rres.ca.

Les paiements de protection contre l'inflation seront versés aux retraitées et retraités le 1^{er} septembre 2024 en fonction de l'évaluation actuarielle au 1^{er} janvier 2024 et conformément aux dispositions du Régime. Au 1^{er} janvier 2024, les prestations de retraite payables par le RRES aux participantes et participants ayant pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 2023 ont augmenté de 1,76 %. Ce taux a été proportionnellement ajusté pour celles et ceux qui ont pris leur retraite en 2023. Les paiements de juin incluait aussi un rajustement rétroactif pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} août 2024. Une lettre contenant les détails sur l'indexation a été envoyée en août à tous les retraités et retraitées.

Le Conseil de fiducie mixte a tenu sa réunion le 11 septembre 2024 pour discuter d'enjeux et d'activités en cours au Régime de retraite.

Le numéro de printemps du bulletin du RRES, *Le Lien*, sera affiché bientôt sur le site Web du SCFP.

Les séminaires de préparation à la retraite de 2024 seront offerts en personne. Les participantes et participants au RRES qui y sont admissibles ont été invités. Le premier séminaire aura lieu à Winnipeg, au Manitoba, les 22 et 23 septembre 2024.

Il y a plusieurs changements de fiduciaires au Conseil de fiducie mixte. Nous avons récemment remplacé Alison Davidson par Jasen Murphy et Trevor Davies a annoncé sa démission en tant que fiduciaire. Je tiens à remercier Alison et Trevor pour le soutien et le leadership dont ils ont fait preuve en tant que fiduciaires du régime de retraite. Trevor sera remplacé dans les jours à venir.

Retraites

Melanie Marks, bureau d'Oshawa, 1^{er} juillet 2024

Lauree Farrell, bureau régional de l'Ontario, 1^{er} août 2024

Meena M. Brisard, bureau régional de la Colombie-Britannique, 1^{er} septembre 2024

Anna K. Meadows, bureau régional de la Colombie-Britannique, 1^{er} septembre 2024

Bryan A. Bickley, bureau de Fraser Valley, 1^{er} septembre 2024

Sandra E. McKinley, bureau régional de l'Atlantique, 1^{er} octobre 2024

Ralph McBride, bureau régional des Maritimes, 1^{er} novembre 2024

Wanda E. Power, bureau régional de l'Atlantique, 1^{er} janvier 2025

Sabine K. Naus, bureau régional de l'Ontario, 1^{er} janvier 2025

Mylène Renaud, Service de la comptabilité, 1^{er} février 2025

David J. Stevenson, bureau régional de la Saskatchewan, 1^{er} février 2025.

CONCLUSION

Nous pouvons être fiers des efforts et des succès collectifs de notre syndicat. Notre engagement indéfectible envers l'atteinte de meilleures conditions de travail pour nos membres, la création d'une société progressiste pour tout le pays et la promotion d'un monde plus juste et pacifique témoigne de notre dévouement. En outre, nous nous engageons à poursuivre notre recherche d'amélioration grâce à un dialogue respectueux et à des débats constructifs.

Ce qui nous unit est plus important que ce qui nous divise et c'est en reconnaissant ce terrain commun que nous trouverons la force de passer à travers les moments difficiles. En nous concentrant sur nos valeurs, nos buts et nos aspirations partagés, nous pourrons surmonter les défis et en ressortir plus fort. Notre résilience et notre engagement collectifs les uns envers les autres et à l'égard du SCFP sont les clés qui nous permettront d'avancer avec unité et détermination.

Respectueusement présenté par,

La secrétaire-trésorière nationale,


CANDACE RENNICK

:nf/sec